



L'AUTRE PANDÉMIE

Les crises interconnectées des violences basées sur le genre et de la COVID-19

www.oxfam.org



OXFAM

DOCUMENT D'INFORMATION OXFAM – NOVEMBRE 2021

Les violences basées sur le genre (VBG) constituent une autre pandémie qui touche tous les groupes sociaux, dans le monde entier. Elles ont pourtant été en grande partie omises des plans de réponse à la COVID-19 et des plans de reprise à l'échelle mondiale.

Il est évident que la pandémie de COVID-19 a intensifié les VBG, dont les violences domestiques et les violences au sein du couple, mais les investissements dédiés à la prévention des VBG et à la réponse à ces violences se sont révélés profondément inadaptés, ne représentant que 0,0002 % des fonds consacrés à la réponse au coronavirus. Les obstacles à la justice de genre, et notamment les normes sociales toxiques, persistent, mais les progrès réalisés depuis le lancement de la campagne de 16 jours d'action contre les violences basées sur le genre prouvent que des solutions existent, et que l'activisme féministe peut conduire à l'élimination des violences basées sur le genre.

© Oxfam International, novembre 2021.

Ce rapport a été rédigé par Rowan Harvey. L'auteur souhaite remercier Leah Mugehera (responsable déléguée), Charlotte Becker, Amina Hersi, Florence Ogola, Helen Wishart et Jacqueline Awiti d'Oxfam International pour leur contribution et leur soutien. Nous remercions Aileen Charleston, Christine Lundambuyu, Amita Pitre, April Ann Bulanadi, Diniwe Phiri, Keita Rose, Razan Wazwaz, Fadi Touma, Yee Mon Oo, Laura Victoria Gómez Correa, Dana Abed, Anushree Jairath, Lingalireni Mihowa et Naana Nkansah Agyekum, des équipes pays et régionales d'Oxfam.

Nous adressons des remerciements particuliers à Anam Parvez, Irene Guijt, Jassar Altahat, Megan Lowthers, Patricia Espinoza Revollo, Julie Thekkudan, Rebecca Shadwick, Victoria Stetsko, Andreas Larsen, Fiana Arbab, Sarah Tuckey et Julie Lafrenière pour leur contribution considérable et leur rôle de consultant-es, en tant que membres des groupes de référence, d'équipes de projet et de spécialistes des statistiques.

Nous sommes remercions les relecteurs et relectrices externes, qui ont généreusement pris le temps de nous prodiguer des conseils précieux, lesquels ont donné forme à cette note d'information : Daryl Leyesa de la National Rural Women Coalition ou Pambansang Koalisyon ng Kababaihan sa Kanayunan (PKKK) aux Philippines, Vanina Escalas de LatFem en Argentine et Shanaz Sumi de Bangladesh Nari Progati Sangha (BNPS).

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous
l'ISBN 978-1-78748-836-6 en novembre 2021.

DOI : 10.21201/2021.8366

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par Morgane Menichini et relu par Barbara Scottu.

Photo de couverture : Monica est une défenseure des droits humains et territoriaux et fait partie des « Force of Wayuu Women ». Elle a été déplacée de sa communauté après avoir reçu des menaces de mort en raison de son activisme contre les sociétés minières qui polluent la rivière Aguas Blancas. Elle continue son travail au péril de sa vie. © Pablo Tosco/Oxfam. Photo de fin : Hautes-Terres orientales, Papouasie-Nouvelle-Guinée : les frères Dirua* et Suri* (au t-shirt jaune), avec leurs familles, ont tous été confrontés à des violences liées à des accusations de sorcellerie.

AVANT-PROPOS

Cette année marque le trentième anniversaire de la campagne des 16 jours d'action contre les violences basées sur le genre (VBG), depuis son lancement par le centre international pour le leadership des femmes (Centre for Women's Global Leadership). C'est le moment propice pour réfléchir aux progrès immenses réalisés par les mouvements féministes, qui se concrétisent sous la forme d'opportunités et de gains de sécurité pour les femmes et les filles, partout dans le monde.

En outre, c'est aussi le moment propice pour renouveler notre engagement à mettre définitivement fin aux VBG auxquelles sont confrontées les femmes et les filles cisgenres et transgenres, les personnes non binaires et les personnes LGBTQIA+ de manière plus générale. Les violences basées sur le genre demeurent résolument l'une des violations des droits humains les plus répandues.

Aujourd'hui, nous essayons un revers. La pandémie s'est accompagnée d'une augmentation des cas de VBG (en particulier au sein du couple) entraînant décès, blessures, anxiété, souffrance émotionnelle, et bien plus encore. Lors des confinements, les lignes d'écoute dédiées à la prise en charge des VBG ont constaté une augmentation des appels allant de 25 % à 111 % dans certains pays, tandis que d'autres ont constaté une baisse.

Au niveau mondial, les inégalités économiques et de genre galopantes s'additionnent et exacerbent la souffrance des filles et des femmes cisgenres et transgenres et des personnes non binaires. En Amérique latine, c'est une situation que nous ne connaissons que trop bien. Ce n'est pas une coïncidence si notre région, la plus inégale au monde, abrite 42 des villes les plus dangereuses au monde et la plupart des pays affichant les taux les plus élevés de féminicides.

Et ce n'est pas tout. La pandémie a eu pour effet de renforcer des disparités de longue date entre les genres du point de vue économique. En effet, les femmes étant plus susceptibles de sortir de la vie active, la perte mondiale d'emploi chez les femmes équivalait à 800 milliards de dollars de revenus en 2020. On s'attend à ce que 47 millions de femmes supplémentaires dans le monde basculent dans la pauvreté extrême en 2021. L'insécurité économique due au chômage de masse, lié directement à la pandémie, a exacerbé la vulnérabilité des femmes face aux violences domestiques.

Mais, à y regarder de plus près, la résistance est inébranlable. Grâce au travail précurseur des organisations de défense des droits des femmes, l'activisme féministe est notamment à l'origine des mouvements #MeToo, #NiUnaMenos, #SayHerName et #BalanceTonPorc. Le présent rapport met en lumière les efforts courageux d'organisations de défense des droits des femmes, de la Palestine au Malawi, en passant par le Brésil.

Ces organisations dirigent, en se heurtant souvent à d'immenses obstacles, les efforts de prévention et de réponse face aux VBG. Par ailleurs, elles sont aussi confrontées à d'importantes coupes budgétaires liées à la pandémie, contraignant certaines d'entre elles à diminuer le volume de leurs activités, voire à y mettre un terme. À l'heure actuelle, cette situation freine les efforts de prévention et de réponse ainsi que la capacité des organisations de défense des droits des femmes à participer aux prises de décision et à

façonner les politiques et principes généraux permettant de faire respecter les droits des femmes, au moment où nous en avons le plus besoin.

Comme le démontre le présent rapport, les VBG sont une autre pandémie requérant plus que jamais une réponse systémique et intersectionnelle. Partout dans le monde, le coronavirus a prouvé que, lorsqu'ils passent à l'action, les gouvernements peuvent prendre des mesures extraordinaires afin de faire respecter les droits humains.

Les gouvernements, les bailleurs de fonds et la société civile doivent impérativement mettre les organisations, les mouvements et les leaders de la défense des droits des femmes au cœur de leur travail afin de s'attaquer aux VBG. C'est une priorité. Nous devons encourager des réflexions, des politiques et des financements audacieux et ambitieux pour lutter contre les VBG, y compris les violences sexuelles. Nous devons repenser nos décisions et faire tomber les barrières systémiques qui alimentent ce fléau. Nous devons remettre en question les normes sociales néfastes qui étayent les VBG et réinventer nos modèles économiques de façon à ce qu'ils s'attaquent aux nombreuses causes de VBG. Nous avons toutes et tous un rôle à jouer.

Surtout, nous devons nous rappeler que les VBG ne sont jamais inévitables. C'est à nous d'y mettre fin.



GABRIELA BUCHER, DIRECTRICE GÉNÉRALE, OXFAM INTERNATIONAL

RESUME

Bien avant l'arrivée de la COVID-19, les filles et les femmes, dont les femmes transgenres et les personnes LGBTQIA+ faisaient face à une pandémie tout aussi dévastatrice, mais passée sous silence. À l'échelle mondiale, les violences basées sur le genre (VBG) figurent parmi les causes de décès, de blessures et de souffrances mentales et émotionnelles les plus courantes. Ces violences constituent l'une des violations des droits humains les plus répandues au monde, une crise sanitaire généralisée et meurtrière¹. Une femme sur trois, soit 736 millions, sera confrontée à des violences physiques ou sexuelles de la part d'un conjoint ou d'une autre personne au cours de sa vie².

À l'échelle mondiale, la prévalence des violences faites aux femmes et aux filles dans le cadre intime en 2018 était plus élevée que celle des infections à la COVID-19 au cours des 12 derniers mois³, ce qui indique clairement la différence de traitement accordé à chacune de ces crises. Le coronavirus a anéanti les efforts déployés pour répondre aux VBG et les prévenir, et les cas de violences basées sur le genre ont explosé depuis le début de la pandémie⁴. Des données de dix pays montrent que le nombre d'appels à des lignes d'écoute spécialisées dans la prise en charge des violences domestiques ou des VBG a augmenté de 25 à 111 % au cours des premiers mois de la pandémie, alors que les filles et les femmes dont les femmes transgenres et les personnes LGBTQIA+ étaient confinées avec leurs agresseurs, isolées de leurs cercles sociaux et dans l'incapacité d'accéder à des services vitaux essentiels⁵.

Si 146 États membres et observateurs des Nations Unies se sont déclarés disposés à faire de la lutte contre les violences faites aux femmes une priorité des plans de réponse au coronavirus⁶, peu ont tenu leur engagement, et **le budget alloué à la lutte contre les VBG à l'échelle mondiale n'a représenté que 0,0002 % des 26 700 milliards de dollars de fonds consacrés à la réponse au coronavirus⁷.**

La pandémie de COVID-19 a également montré que lorsqu'ils passent réellement à l'action, les gouvernements peuvent approuver des mesures extraordinaires pour protéger leurs citoyen·nes et répondre à des crises sanitaires meurtrières⁸. En novembre de cette année, nous célébrons le trentième anniversaire de la campagne de 16 jours d'action contre les violences basées sur le genre, une occasion de réfléchir aux progrès réalisés, de prendre note des obstacles que nous rencontrons encore, et d'appeler les gouvernements et les institutions internationales à renouveler leurs efforts de lutte contre les VBG à l'échelle mondiale. Dans ce rapport, nous allons dresser un bilan de l'impact du coronavirus sur les personnes ayant été confrontées à des VBG, réfléchir aux conséquences du manque d'implication constant dans cette lutte, et appeler à coordonner la réponse à la pandémie de COVID-19 et les efforts visant à mettre un terme à l'autre pandémie : celle des violences basées sur le genre, moins reconnue mais tout aussi dévastatrice.

Définir les violences basées sur le genre

Les violences basées sur le genre (VBG) englobent tout acte de violence physique, psychologique, sexuelle ou économique envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur genre, de leur sexe ou de leur non-conformité aux normes et stéréotypes de genre. Elles sont une expression de dynamiques de pouvoir inégales, étayées par des normes sociales et des croyances pétries de domination, de déséquilibres et d'abus de pouvoir et formalisées par les lois, les politiques et les réglementations des institutions sociales⁹. Les VBG peuvent prendre de nombreuses formes, notamment physique, psychologique et sexuelle. Elles peuvent également toucher l'aspect social de la vie des personnes concernées, lorsqu'elles se retrouvent isolées de leurs communautés ou groupes sociaux, et affecter leur situation économique, jusqu'à les plonger dans un dénuement complet¹⁰.

16 jours d'action contre les violences basées sur le genre

Lancée en 1991 par le Centre for Women's Global Leadership (CWGL), la campagne de 16 jours a lieu chaque année du 25 novembre, date anniversaire de la mort des militantes Patria, Minerva et Maria Teresa Mirabal en République dominicaine, au 10 décembre, Journée internationale des droits de l'homme. À ce jour, plus de 6 000 organisations, dans 187 pays environ, ont participé à cette campagne mondiale, en menant des actions de sensibilisation, de renforcement de la solidarité et en appelant à ce que les VBG soient considérées comme une violation des droits humains. Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site 16dayscampaign.org

Pouvoir rendre des comptes

Oxfam a conscience de ne pas toujours avoir soutenu et protégé les personnes ayant été confrontées à des violences basées sur le genre et de ne pas avoir pris la responsabilité des violences perpétrées par d'anciens membres du personnel. Nous nous sommes engagés à répondre de ces manquements et à soumettre nos politiques et procédures à une supervision externe. Par le biais de nos campagnes, notre programmation et nos recherches, nous souhaitons honorer les besoins de toutes les personnes ayant été confrontées à des violences et réparer les torts que nous avons causés.

Pour en savoir plus sur les moyens mis en place par Oxfam pour adapter ses politiques et pratiques, rendez-vous sur la page

<https://www.oxfam.org/fr/reponse-immediate-aux-problemes-de-comportements-sexuels-reprehensibles>

IMPACT SUR LES PERSONNES AYANT ÉTÉ CONFRONTÉES À DES VIOLENCES

Les filles et les femmes dont les femmes transgenres et les personnes LGBTQIA+ ont fait face à une montée en flèche des violences dès les prémices de la pandémie de COVID-19, et les organisations de défense de femmes et les intervenant·es de première ligne ont tiré la sonnette d'alarme dans la foulée¹¹. Dans de nombreux foyers, le coronavirus a exacerbé l'anxiété sociale et l'angoisse, le stress, la pression économique, l'isolement (aux côtés notamment de proches ou partenaires violents) et la consommation d'alcool et de drogue¹², des conditions qui réunies ont aggravé les violences domestiques¹³. Le nombre d'appels à des lignes d'écoute spécialisées dans la prise en charge des violences domestiques ou des VBG a augmenté de 25 à 111 % dans certains pays¹⁴. Dans d'autres pays, les décès consécutifs à des violences domestiques ont triplé lors des premiers confinements¹⁵. L'accès aux services spécialisés est devenu plus difficile, car beaucoup pensaient que ces services étaient indisponibles, n'ont pas souhaité y faire appel par peur d'une contamination ou n'ont pu les contacter du fait que leur agresseur était présent toute la journée et pouvait donc surveiller leurs communications téléphoniques ou leur utilisation d'Internet¹⁶.

Selon la commission nationale indienne pour les femmes, les violences domestiques ont augmenté de 250 %¹⁷ dans le pays lors de la première vague de confinements, les services spécialisés se retrouvant submergés par la demande. Des collègues d'Oxfam Inde se sont entretenu·es avec des conseillers/ères spécialisé·es dans les violences domestiques, qui ont indiqué se sentir dépassé·es et impuissant·es, ne pas être en mesure de consacrer suffisamment de temps à chaque personne, avoir des difficultés à mettre en place des services en ligne en raison d'une faible connectivité téléphonique et Internet, et être dans l'incapacité de prendre contact avec les personnes dont le partenaire contrôlait l'accès au téléphone ou les personnes gravement blessées ou suicidaires. En plus de leur rôle de conseillers/ères, elles/ils essayaient également d'organiser l'assistance alimentaire et les livraisons de médicaments pour des personnes nécessitant une aide urgente. L'une de ces personnes a mentionné avoir essayé de transporter à l'hôpital une femme souffrant de plusieurs fractures après avoir été battue par son mari, mais s'être vu refuser l'accès en raison des restrictions liées à la pandémie.

En outre, les femmes étaient régulièrement obligées d'enfreindre les couvre-feux, les confinements ou les quarantaines pour pouvoir gagner leur vie, trouver de quoi manger et aller chercher de l'eau pour la consommation de leur ménage, ou encore pour réaliser la charge de travail de soin disproportionnée que la société fait peser sur elles, et qui s'est encore accrue pendant la pandémie¹⁸. Plus de 90 % des travailleuses des pays en développement sont employées dans le secteur informel¹⁹, et n'ont ni protection de l'emploi ni filets de sécurité sociale, qui leur permettraient notamment d'obtenir une aide financière pour pallier les conséquences du coronavirus. Sans autres choix que de continuer à travailler, elles ont fait face au harcèlement et à la brutalité des forces policières et militaires faisant appliquer les mesures d'endiguement du coronavirus, avec

l'installation de postes de contrôle et la mise en place des quarantaines et des couvre-feux²⁰. De même, dans les secteurs où les femmes sont sur-représentées, comme le travail domestique et la santé, elles ont observé une forte augmentation des violences²¹, tout comme les travailleuses migrantes, isolées avec leurs employeurs et dans l'incapacité de contacter leurs familles et leurs cercles de soutien²².



En Papouasie-Nouvelle-Guinée, Marie* enquête sur des crimes basés sur le genre. ©Keith Parsons/Oxfam

Bien qu'un peu moins d'un tiers des femmes brésiliennes soient noires, ce groupe démographique a représenté les deux tiers des femmes assassinées dans le pays en 2018 et les signalements pour violences domestiques ont augmenté de 50 % pendant la pandémie de COVID-19²³. De nombreuses femmes, forcées de travailler pour ne pas s'enliser davantage dans la pauvreté, ont également dû faire face à des violences hors de chez elles. Près de la moitié des Brésiliennes noires travaillent dans le secteur informel²⁴. Elles représentent 74 % des travailleuses domestiques du secteur informel, et ne sont couvertes ni par un régime de protection sociale, ni par les droits du travail. Au total, 64 % de ménages incluant des enfants de moins de 14 ans et dont la cheffe de famille est une femme noire vivent en dessous du seuil de pauvreté²⁵.

En 2020, un nombre sans précédent de femmes noires se sont présentées à des élections au Brésil, où ce groupe occupait auparavant moins de 3 % des sièges dans les conseils législatifs. Au vu des crises économique et sociale auxquelles les femmes noires font face, la représentation est une question de vie ou de mort.

Dans certains endroits, les VBG ont pris une forme différente, mais le tableau d'ensemble reste tout aussi grave. Par exemple, dans certaines régions, avec la forte baisse de fréquence d'utilisation des transports en commun, les signalements de harcèlement sexuel se sont faits moins nombreux. Ailleurs, les rues vidées de leurs passant-es ont exacerbé le risque d'attaque²⁶. Une partie de la violence, ne pouvant s'exprimer dans les espaces publics, s'est reportée en ligne, où l'on a constaté une

intensification du cyberharcèlement, du harcèlement moral et du harcèlement sexuel²⁷. De même, les VBG vécues par les filles et les femmes cisgenres et transgenres semblent s'aggraver et se prolonger, ce qui reflète peut-être le choc des confinements et la plus grande difficulté à fuir les violences²⁸. Les conseillers/ères spécialisé·es dans les VBG qui se sont entretenu·es avec Oxfam Inde ont évoqué une augmentation des signalements de morsures, de brûlures, de passages à tabac répétés et de pressions constantes à accepter des relations sexuelles non consenties au sein du couple²⁹.

La forte hausse des violences a affecté de manière disproportionnée les personnes qui étaient déjà les plus susceptibles de se retrouver confrontées à des VBG : celles qui se trouvent à l'intersection de plusieurs oppressions basées sur le genre, la race, la classe sociale et l'orientation sexuelle, entre autres. C'est par exemple le cas des personnes ne disposant pas d'un logement sûr et stable³⁰, qui sont généralement des personnes LGBTQIA+ et issues de groupes raciaux marginalisés, et des femmes résidant dans des contextes fragiles et en zones de conflits. **Une enquête du Comité international de secours réalisée dans 15 pays a montré que 73 % des femmes réfugiées et déplacées ont signalé une augmentation des violences domestiques pendant la pandémie de COVID-19, et que 51 % avait signalé une augmentation des violences sexuelles³¹.**

En août 2020, Beyrouth a été dévastée par une explosion qui a entraîné la mort de plus de 200 personnes et des destructions matérielles massives sur un rayon de 10 km. Les zones détruites incluaient des quartiers fréquentés par la communauté queer et des restaurants, bars et espaces où les personnes LGBTQIA+ se rassemblaient pour s'organiser en toute sécurité. La déflagration a également détruit des logements. En pleine pandémie de COVID-19, de nombreuses personnes LGBTQIA+ n'ont eu d'autre choix que de retourner vivre et se confiner avec des proches violents et intolérants, perdant ainsi contact avec les cercles sociaux auprès desquels elles peuvent trouver un soutien. Une recherche récente publiée par Oxfam au Liban a montré que 62 % des personnes LGBTQIA+ avaient signalé une exposition plus forte aux violences dans leur lieu de vie résultant de la pandémie de COVID-19 et de la détérioration de la situation économique dans le pays³². Au Liban, un pourcentage élevé de personnes LGBTQIA+ travaillent dans le secteur de l'alimentation, de la restauration et dans le commerce, et leur indépendance économique a été durement frappée par la pandémie et les impacts de l'explosion.

La marge de manœuvre des femmes dont les femmes transgenres et les personnes LGBTQIA+ déjà limitée, a été fortement affectée par la pandémie.

L'Organisation internationale du Travail (OIT) estime que 64 millions de femmes ont perdu leur emploi en 2020³³, une situation qui a exacerbé leur dépendance envers un conjoint ou des proches violent·es³⁴. En même temps, leur charge de travail a augmenté, du fait des besoins accrus créés par la fermeture et les restrictions d'accès aux services publics, comme les écoles. Elles se sont retrouvées pauvres en temps, surmenées et épuisées, sur les plans physique, social et économique, et donc moins à même de résister à des violences. La violence a un impact direct sur l'indépendance économique des femmes. Une partie considérable des 1 500 milliards de dollars³⁵ en frais médicaux, pertes de revenus découlant d'une activité professionnelle et autres dépenses liées à ces violences incombe aux

personnes ayant été confrontées à des violences³⁶.

Ces impacts auront probablement des répercussions négatives à long terme, par exemple sur les ressources économiques, la contribution aux régimes de retraite et l'accès à l'éducation. Les adolescentes, en particulier, ont été confrontées à diverses problématiques qui pourraient les rendre plus susceptibles de vivre des VBG dans le futur, dues notamment à la déscolarisation³⁷, du fait qu'elles n'ont pas eu accès à des informations sur la santé sexuelle et reproductive et à des services spécialisés, et que beaucoup ont subi un mariage précoce, des facteurs augmentant la probabilité qu'elles aient à faire face à des VBG à l'avenir³⁸.

Dix millions de filles supplémentaires risquent de subir un mariage précoce d'ici 2030, et le coronavirus perturbant les interventions visant à lutter contre cette pratique, deux millions de cas supplémentaires de mutilation génitale féminine (MGF) sont à prévoir sur la même période³⁹.

Lorsque le nombre de cas de COVID-19 a commencé à augmenter et que les écoles ont fermé leurs portes au Soudan du Sud, la plupart des jeunes femmes et des filles ont été déscolarisées et ont été confrontées à des difficultés accablantes. Certaines ont été offertes en mariage par des familles cherchant désespérément le paiement d'une dot. D'autres ont été contraintes d'échanger des faveurs sexuelles contre de la nourriture ou de l'argent pour leur famille, ou exposées à des agressions sexuelles à chaque fois qu'elles sortaient de chez elles pour aller collecter de la nourriture et de l'eau. Les filles refusant de se marier étaient parfois battues, et certaines n'ont eu d'autre choix que de fuir leur famille. Le nombre de grossesses précoces a également augmenté pendant la pandémie. En raison des normes sociales dominantes et de la stigmatisation associée à la grossesse, les adolescentes enceintes ou mères rencontreront beaucoup d'obstacles les empêchant de poursuivre leur scolarité et seront plus vulnérables aux violences une fois adultes⁴⁰.

Le coronavirus a créé des barrières à l'accès à des services vitaux pour les filles et les femmes dont les femmes transgenres et les personnes

LGBTQIA+. Seuls 15 % des pays étudiés par l'outil de suivi de la réponse à la COVID-19 en termes de problématiques de genre du PNUD ont reconnu la prévention des VBG et la réponse à ces violences comme des objectifs essentiels, et ont facilité le travail des prestataires de services et des intervenant·es de première ligne en assouplissant les restrictions pour ces personnes lors des confinements et en débloquant des fonds d'urgence pour leurs activités⁴¹. Une enquête de l'UNICEF a permis de constater que les services de prévention et de réponse aux violences, n'étant déjà pas en capacité de répondre à la demande, avaient de ce fait été gravement perturbés dans plus de 104 pays⁴². En parallèle, la réponse au coronavirus a canalisé les ressources policières et tribunaux et services de santé ont fermé leurs portes⁴³, ce qui a restreint l'accès à l'assistance et à la justice⁴⁴, mais aussi aux services de soins de santé sexuelle et reproductive⁴⁵. Tout cela a eu des conséquences graves sur les personnes confrontées à des abus sexuels ou ayant vécu une agression sexuelle.

La violence accrue qui pèse sur les filles et les femmes dont les femmes transgenres et les personnes LGBTQIA+, loin d'être inévitable, est en grande partie une conséquence directe des décisions prises par les

gouvernements et d'autres décisionnaires⁴⁶. Au cours des 12 derniers mois, 198 976 446 cas confirmés de COVID-19 ont été dénombrés. Si le coût humain et l'impact désastreux sur la société dans son ensemble doivent être pris en compte, il est essentiel de noter que 245 millions de femmes et de filles ont vécu des violences sexuelles et/ou physiques au sein du couple en 2018⁴⁷. Ce chiffre dépasse de plus de 46 millions le nombre de cas de COVID-19 enregistrés au cours des 12 derniers mois. Pourtant, seule une poignée de gouvernements ont agi pour répondre à cette crise. Par exemple, en Nouvelle-Zélande, des protocoles nationaux ont été introduits et les prestataires de services liés aux VBG ont été considérés comme des travailleurs/euses essentiel·les. En Afrique du Sud, le gouvernement a renforcé les mécanismes de signalement⁴⁸. En outre, si 146 États membres et observateurs des Nations Unies se sont déclarés disposés à faire de la lutte contre les violences faites aux femmes une priorité des plans de réponse au coronavirus⁴⁹, peu ont tenu leur engagement, et **le budget alloué à la lutte contre les VBG à l'échelle mondiale n'a représenté que 0,0002 % des 26 700 milliards de dollars de fonds consacrés à la réponse au coronavirus**⁵⁰. Une étude portant sur cinq pays a montré que les institutions financières internationales, dont la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, ont émis un total de 11,74 milliards de dollars pour répondre à la crise du coronavirus. Une partie infime de cette somme a servi à lutter contre les VBG⁵¹.

Des organisations féministes et de femmes ont tenté d'agir pour pallier les besoins⁵², malgré des difficultés de taille, dont le risque d'infection, les restrictions sur les déplacements, la charge accrue de travail de soin et le surmenage. Lors d'une enquête rapide d'Oxfam, 222 organisations de défense des droits des femmes ont évoqué un accès de plus en plus réduit aux espaces de prise de décisions, un amenuisement des financements et des ressources, des problèmes opérationnels et logistiques, comme un faible accès à Internet compliquant le télétravail, ou encore l'impact sur la santé mentale et la vie sociale de leur personnel. Sur ces organisations, 33 % avaient dû licencier du personnel et 9 % avaient dû fermer⁵³.

Dans le Territoire palestinien occupé, l'occupation militaire continue et les normes sociales patriarcales ont aggravé le traumatisme des confinements et la menace des VBG. L'organisation de défense des droits des femmes SAWA, fondée il y a 22 ans, s'est battue pour répondre à la demande accrue de personnes s'adressant à la ligne d'urgence, qui permet d'obtenir des conseils, un soutien sanitaire et psychologique, une aide juridique et des services d'information. Avec l'aide d'Oxfam, SAWA a étendu les horaires de son service de 16 à 24 heures par jour, sept jours sur sept, ce qui a permis au personnel de répondre à 65 % des appels. Pour éviter le surmenage et protéger la santé mentale de son personnel et de ses conseillers/ères, l'organisation a organisé des séances de discussion régulières et des activités de supervision en groupes, et a encouragé toutes les personnes impliquées à prendre soin d'elles-mêmes et à préserver leur bien-être.

Au Malawi, des groupes de femmes des districts de Phalombe, Balaka, Mulanje, Lilongwe et Dowa ont été en première ligne des efforts de prévention et de réponse à la crise du coronavirus et à la hausse consécutive des

violences basées sur le genre. Grâce à une formation d'Oxfam et de ses partenaires CAVWOC et GENET et dotées d'équipements de protection individuelle, elles ont réalisé des campagnes de sensibilisation auprès de 62 000 personnes de leurs communautés, confronté les auteurs de violences, sauvé 78 filles de mariages forcés et convaincu les familles de celles-ci de les rescolariser. Violet Luka, responsable du groupe de femmes de Ruoi, a affirmé : « Il était auparavant impossible pour des femmes de prendre les rênes de telles initiatives. Mais les choses ont changé dans ma communauté. On nous fait maintenant confiance pour changer la donne. »

Dans les contextes où ils n'ont pas pu fournir leurs services habituels, ces groupes se sont adaptés en trouvant des manières de continuer à s'occuper de leurs communautés⁵⁴. Des ressources et efforts supplémentaires considérables ont été requis, notamment pour couvrir les frais associés aux équipements de protection individuelle, au matériel informatique et à la formation aux nouvelles technologies⁵⁵. Malgré tous leurs efforts, le passage du service en personne au service en ligne a surtout lésé celles et ceux qui avaient le moins accès aux technologies, tels que les filles et les femmes dont les femmes transgenres et les personnes LGBTQIA+ ayant un handicap affectant leur audition ou leur capacité à lire sur un écran⁵⁶.

Il est très probable que les gouvernements détériorent encore la situation en prenant prétexte de la nécessité d'investir dans la lutte contre la COVID-19 pour justifier des coupes budgétaires et allouer moins de fonds aux services publics lors de la reprise économique, avec le soutien et les encouragements des institutions financières internationales, comme le Fonds monétaire international (FMI). Suite à la crise, le FMI a conseillé ou imposé aux pays de prendre des mesures d'austérité pour 85 % de ses prêts destinés à répondre à la COVID-19, à partir du 15 mars 2021⁵⁷. Selon les prévisions du FMI en matière de dépenses publiques, 6,6 milliards de personnes (soit 85 % de la population mondiale) subiront des plans d'austérité d'ici 2022⁵⁸, susceptibles d'entraîner de nouvelles coupes budgétaires dans les activités vitales que sont la prévention des VBG et la réponse à ces violences⁵⁹.

Depuis l'apparition du coronavirus, il est encore plus difficile pour les personnes ayant été confrontées à des violences sexuelles au Ghana d'obtenir justice. Si la loi leur donne droit à des soins médicaux gratuits, elles doivent disposer d'un rapport d'examen coûtant jusqu'à 800 cédis ghanéens (130 dollars) pour pouvoir déposer une plainte formelle à la police. Le salaire mensuel de nombreuses femmes n'atteint pas cette somme, notamment dans les zones rurales. Lors de la pandémie, les taux de violence ont augmenté et les revenus des femmes ont baissé. Un nombre plus restreint encore de femmes peuvent se permettre de demander un rapport d'examen. Les auteurs de violence jouissent d'une impunité croissante alors que les femmes perdent accès à un processus pour beaucoup indispensable à leur reconstruction. Le ministère des Affaires féminines, des enfants et de la protection sociale du Ghana s'est engagé à résoudre ce problème d'ici la fin de l'année 2021. Les groupes de femmes sont déterminés à exiger le respect de cette promesse⁶⁰.

L'IMPACT DE LA PREVENTION

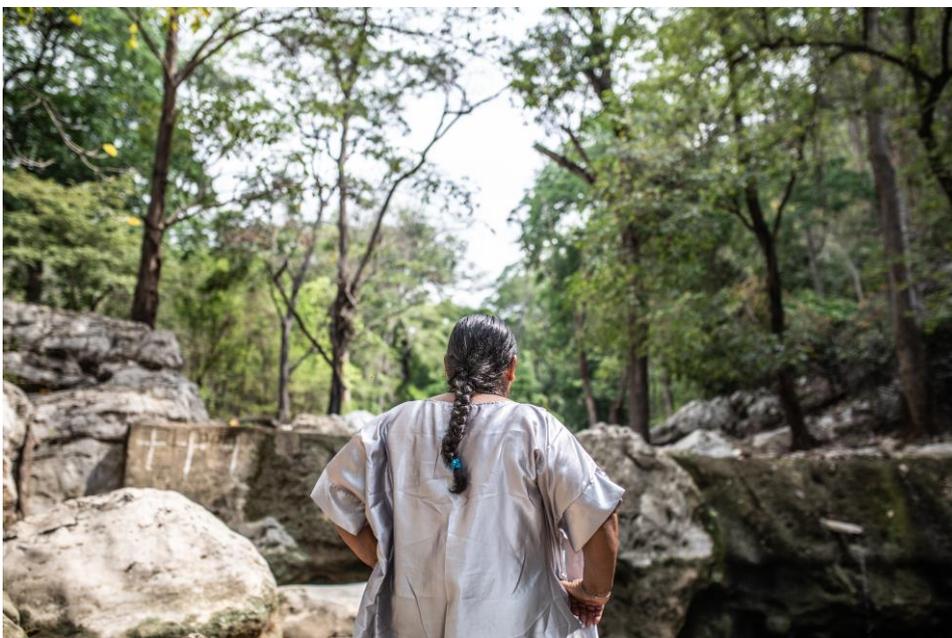
Il est devenu plus difficile et plus dangereux de militer pour l'éradication des violences basées sur le genre pendant la pandémie de COVID-19.

Malgré les confinements, la fermeture des espaces civiques et communautaires et le risque pour la santé et la sécurité, les organisations et mouvements de femmes et les défenseur-es des droits humains ont courageusement continué à protester, à s'organiser et à demander des comptes à leurs gouvernements⁶¹.

Aux Philippines, la pandémie de COVID-19 et les inégalités entre les genres ont aggravé la situation déjà marquée par la menace de conflit armé, les déplacements prolongés et les catastrophes climatiques pour instaurer un environnement de plus en plus dangereux pour les jeunes femmes. On constate un accroissement du nombre de mariages forcés dans les centres d'évacuation, de traite à des fins d'exploitation sexuelle, de violences en ligne et de grossesses chez les adolescentes⁶². Avant la pandémie, aux Philippines, une fille sur six était déjà mariée avant l'âge de 18 ans. Malgré les difficultés posées par le confinement, la Girl Defenders Alliance (composée de juristes, de jeunes militantes, d'organisations de défense des droits des femmes et d'administrations publiques) a encouragé des milliers de femmes et de filles à participer à des manifestations physiques et en ligne en soutien à un projet de loi interdisant les mariages précoces. Le projet de loi a été adopté par les deux Chambres du Congrès en septembre 2021 et attend maintenant d'être approuvé par le président.

La nécessité de militer et de s'organiser en ligne pendant les confinements a également renforcé les risques de surveillance de la part de gouvernements répressifs et d'acteurs malveillants⁶³. Les défenseur-es des droits des femmes qui ont critiqué la réponse de leur gouvernement au coronavirus ont vu leurs réseaux sociaux suspendus, ont perdu accès à certains espaces en ligne⁶⁴, ont été menacé-es, détenu-es, incarcéré-es et certain-es ont même disparu⁶⁵. Certains gouvernements ont profité de l'agitation et de la confusion générées par la pandémie de COVID-19 pour revenir sur des droits obtenus au terme de luttes acharnées⁶⁶, faire taire les protestations et museler les militant-es et les journalistes⁶⁷. Selon l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), fin novembre 2020, près de 61 % des pays avaient profité de la pandémie pour prendre des mesures inquiétantes pour la démocratie et les droits humains⁶⁸.

La Colombie fait partie des pays les plus dangereux au monde pour les défenseur-es des droits des femmes, car leur défense des droits à la terre et environnementaux les fait rentrer en conflit avec les intérêts de puissantes entreprises et de gouvernements, mais aussi parce que beaucoup sont des paysan-nes, indigènes ou d'origine africaine, et que cela en fait la cible de violences basées sur le genre et la race, dont des violences sexuelles, des menaces, des assassinats et des enlèvements. Après que le coronavirus se soit répandu, des acteurs armés officiels et non officiels se sont imposés dans les communautés rurales, prétendant vouloir faire respecter les mesures d'endiguement de la pandémie. Ces groupes ont fait usage de la violence pour réprimer les actions des femmes leaders et ont aidé les industries extractives à agir dans l'impunité et à bafouer les droits humains. Le gouvernement a également utilisé la crise pour faire passer des mesures limitant la participation des femmes leaders dans la prise de décisions.



Janeth Pareja Ortiz est une défenseuse des droits humains, territoriaux et environnementaux. © Pablo Tosco/Oxfam

Malheureusement, malgré tous ces efforts d'organisation, les voix des filles et des femmes dont les femmes transgenres et les personnes LGBTQIA+ ont été ignorées lors de l'organisation des réponses nationales à la crise. Le PNUD et ONU Femmes ont constaté que, sur 225 groupes de travail sur le coronavirus répartis dans 137 pays et territoires, seuls 4,4 % étaient paritaires, 84 % étaient composés d'une majorité d'hommes, et dans 24 pays, ces groupes ne comptaient aucune femme⁶⁹, ce qui a eu pour conséquence l'effacement des thématiques essentielles touchant les femmes, comme les violences basées sur le genre et le travail de soin non rémunéré.

Au Myanmar, les femmes occupaient moins d'un tiers des sièges parlementaires et représentaient 1 % seulement du leadership local ou de village avant la pandémie de COVID-19. Ce déséquilibre de pouvoir s'est renforcé après le coup d'État militaire de 2021. La composition des comités de réponse à la pandémie formés reflétait les structures de gouvernance traditionnellement dominées par les hommes, et les femmes, les groupes ethniques marginalisés et les personnes LGBTQIA+ ont eu du mal à influencer des programmes et des budgets qui omettaient en grande partie les problématiques les concernant. Ces groupes se sont donc alliés pour créer leurs propres réseaux de soutien et trouver des manières créatives de résoudre leurs problèmes, malgré l'interdiction officielle pour les organisations de femmes de participer à certains comités⁷⁰.

Les normes sociales (les règles informelles qui régissent les attitudes et comportements) néfastes qui favorisent les VBG se sont consolidées pendant la pandémie⁷¹.

Pour lutter contre le coronavirus, les gouvernements du monde entier ont mené des campagnes à grande échelle pour faire évoluer les normes, les attitudes et les comportements qui dominant dans la société. De la promotion du port du masque, de la distanciation physique et de l'hygiène des mains, à la sensibilisation aux dangers des formes de salutation traditionnelles, comme la poignée de main, ces campagnes ont permis de transformer les attitudes et ont donné lieu à un changement généralisé des comportements. La COVID-19 a prouvé que les normes, attitudes et comportements n'étaient pas immuables. Les interventions visant à transformer les normes sociales favorisant les VBG (comme la domination masculine et l'hétéronormativité) n'ont toujours pas suscité le même investissement, malgré leur efficacité avérée⁷².

Lorsque le gouvernement bolivien a encouragé les citoyen·nes à rester « en sécurité » chez soi, le fait que les filles et les femmes dont les femmes transgenres et les personnes LGBTQIA+ puissent être confiné·es avec leurs agresseurs n'a pas été pris en compte. La pandémie a levé le voile sur un secret de polichinelle : pour les femmes, être chez soi n'est pas synonyme de sécurité. Des jeunes des sept plus grandes villes du pays se sont rassemblé·es pour analyser les causes profondes de l'exacerbation des VBG, comment elles étaient justifiées, les facteurs structurels qui entraînent une distribution déséquilibrée du pouvoir dans la famille, et la répartition inégale du travail de soin.

En effet, certaines mesures prises par les gouvernements lors de la pandémie de COVID-19 ont eu la conséquence inattendue de renforcer les normes néfastes et le pouvoir masculin, par exemple en limitant les déplacements au « chef de famille » ou en déterminant des jours de sortie différents pour les femmes et les hommes, ce qui a donné lieu à des attaques brutales contre les personnes transgenres⁷³. Dans certains pays, nous avons observé la normalisation des violences étatiques et militaires, par le biais de l'utilisation d'un langage de plus en plus martial (« se battre », « combattre » le virus) et de l'intensification de la présence des forces armées dans les rues pour faire respecter les mesures d'endiguement du coronavirus, plutôt qu'une focalisation sur les services communautaires et sanitaires⁷⁴.

L'ERADICATION DES VBG EST-ELLE POSSIBLE ?

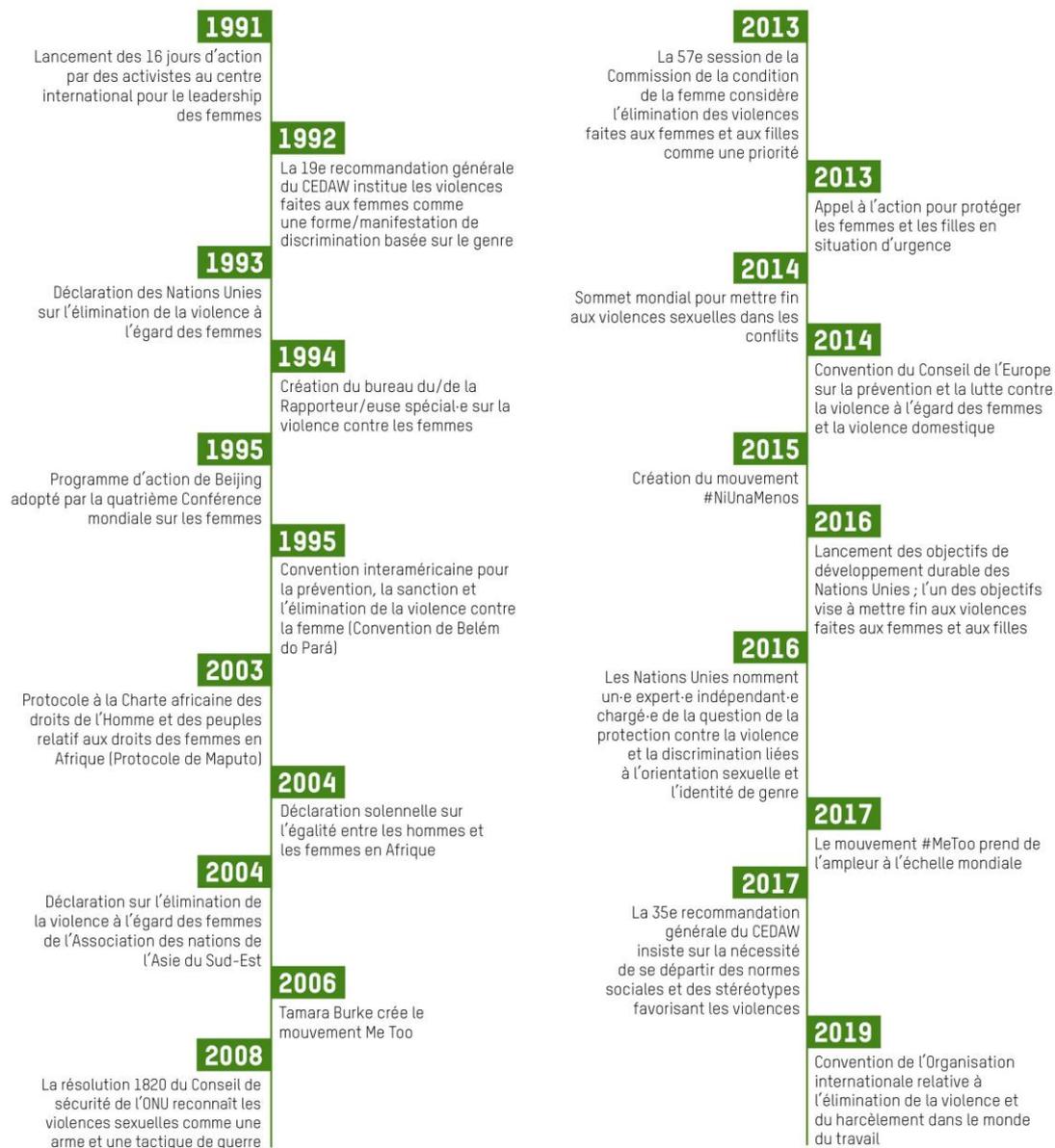
Il est tout à fait possible d'éradiquer les VBG, et l'analyse de 70 pays sur une période de 40 ans montre que le facteur de changement politique le plus essentiel et efficace est la présence d'un activisme féministe⁷⁵. Les mouvements et organisations féministes ont transformé notre manière de considérer les VBG, en attirant l'attention sur cette problématique et en suscitant l'émotion, dans le monde entier, comme cela a notamment été le cas lors des mouvements #MeToo, #NiUnaMenos, #SayHerName et #BalanceTonPorc et du déferlement d'indignation, de douleur et de solidarité qui les a accompagnés. Ils nous ont également permis de mieux comprendre les causes profondes de ces violences et comment y répondre le plus efficacement possible. Depuis la première campagne de 16 jours d'action organisée en 1991, des progrès colossaux ont été réalisés, en termes de sensibilisation aux VBG et à leurs causes à l'échelle mondiale, mais aussi d'adaptation des cadres législatifs et politiques qui déterminent la réponse aux VBG.

Comme on pouvait s'y attendre, le retour de bâton a été rude et constant, souvent présenté comme une réponse à une supposée menace portée à la famille « traditionnelle » et à ses valeurs, ainsi qu'aux rôles traditionnels et au pouvoir structurel des hommes cisgenres. Cette réaction s'oppose aux changements d'attitudes par rapport aux orientations sexuelles et à l'identité de genre⁷⁶. Elle a engendré la formation d'une coalition diverse protestant contre ces droits et composée d'acteurs/trices religieux/euses fondamentalistes de toutes les religions dominantes, de leaders et régimes autoritaires, et d'autres entités, dont des groupes de militant-es d'extrême droite, de harceleurs œuvrant sur Internet, qui souscrivent à une politique identitaire et partent en croisade idéologique en utilisant la violence physique, sociale et psychologique, notamment en ligne. Ces groupes entretiennent des liens étroits avec des mouvements conservateurs, notamment avec ceux qui adhèrent à des idéologies nationalistes, anti-droits et racistes⁷⁷.



Nancy, qui a été confrontée à des violences domestiques, reçoit un soutien psychologique auprès de l'organisation Lifeline à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée). © Keith Parsons/Oxfam

30 ANS DE LUTTE CONTRE LES VBG



OXFAM

The future is equal

L'influence croissante des mouvements populistes d'extrême droite a amené les pays à revenir sur des politiques établies. Par exemple, le gouvernement turc s'est retiré de la Convention d'Istanbul en juillet 2021⁷⁸. En parallèle, dans de nombreux pays, les mouvements de femmes ont fait face à des restrictions d'accès au financement, ont été exclus des principaux espaces de prise de décisions, ont été confrontés à des violences virtuelles et physiques, ont essuyé des campagnes de diffamation visant à les discréditer, et ont été témoin du recul des politiques et des engagements envers l'égalité entre les genres sur lesquels repose leur travail et pour lesquels ils avaient déployé tant d'efforts⁷⁹.

Sans action concertée, il est possible que les impacts du coronavirus, associés à ces forces et aux tendances mondiales à la mondialisation néolibérale, à la militarisation et à la montée des fondamentalismes religieux, entre autres, érodent la volonté de prendre en charge et d'éradiquer les VBG et entraînent une augmentation des violences faites aux filles et aux femmes dont les femmes transgenres et les personnes LGBTQIA+. La campagne de 16 jours d'action donne l'occasion aux gouvernements et aux acteurs internationaux de faire le point sur les progrès réalisés et d'honorer leurs engagements, en veillant à centrer leurs efforts sur les personnes ayant été confrontées à des violences et les intervenant·es de première ligne et à travailler sur le patriarcat et les causes profondes des VBG. Leurs efforts doivent inclure des actions visant ces points :

1. SOUTENIR ET FINANCER LES ORGANISATIONS ET MOUVEMENTS FEMINISTES ET DE FEMMES

Les organisations et mouvements de femmes ont démontré que les VBG ne sont pas inévitables et que, si les moyens leurs sont donnés, ils sont les mieux placés pour inverser la tendance. Malgré cela, en 2018/2019, 1 % seulement de l'aide bilatérale allouée à l'action pour l'égalité entre les genres, qui ne constitue elle-même qu'une partie infime de l'aide totale, leur a été attribuée⁸⁰.

Les gouvernements et autres acteurs doivent :

- Reconnaître immédiatement les services de prévention et de réponse aux VBG comme des services essentiels, éligibles à l'allocation d'un financement d'urgence.
- Mettre un financement flexible, proportionnel et pluriannuel à disposition des mouvements et organisations féministes travaillant à faire disparaître les VBG et offrant un soutien aux personnes ayant été confrontées à des violences.
- Inclure les organisations de femmes et de personnes LGBTQIA+ dans les espaces de prise de décisions, et promouvoir la représentation équitable et significative des femmes dans la planification et la mise en œuvre des services.

- Travailler avec des organisations de femmes et des défenseur-es des droits des femmes afin de développer des mesures visant à assurer leur sécurité.

2. ADOPTER UNE APPROCHE SYSTEMIQUE, INTERSECTIONNELLE ET MULTISECTORIELLE ET ACCROITRE L'INVESTISSEMENT POUR ERADIQUER LES VBG

Nous ne parviendrons pas à faire disparaître les VBG et les inégalités avec des efforts partiels et fragmentés. Ces initiatives doivent être coordonnées, holistiques et multisectorielles, pour que les personnes ayant été confrontées à des violences puissent accéder à des services efficaces et de qualité.

Les gouvernements et autres acteurs doivent :

- Coordonner les plans nationaux de réponse au coronavirus avec les plans d'action nationaux de lutte contre les VBG, mais aussi les instruments et engagements internationaux.
- Adopter une approche multisectorielle, en renforçant les mesures de réponse aux VBG et de prévention de ces violences dans les services publics et en coordonnant les initiatives du secteur privé, du secteur public et de la société civile.
- Financer ces services (dont les services de soutien psychosocial, de santé sexuelle et reproductive et d'intervention d'urgence) et veiller à ce qu'ils soient centrés sur les personnes ayant été confrontées à des violences, holistiques, qualitatifs et abordables et accessibles pour toutes les filles et les femmes dont les femmes transgenres et les personnes LGBTQIA+ notamment dans les zones rurales et isolées.
- Examiner les différentes manières dont les inégalités et oppressions (notamment celles qui sont liées à l'âge, la race, le handicap et l'orientation sexuelle) s'entrecroisent, se juxtaposent et s'additionnent pour donner lieu à des expériences spécifiques de la violence.
- Investir dans des campagnes multisectorielles à grande échelle pour transformer les normes sociales et les croyances favorisant les VBG, à la portée similaire à celle de toute autre campagne de santé publique et adaptées à l'ampleur du problème.

3. CREER DES MODELES ECONOMIQUES RENFORÇANT LA RESILIENCE AUX VBG

La manière dont les pays vont structurer leur réponse et leur reprise économique face à la COVID-19 déterminera si les inégalités et la résilience aux VBG s'accroîtront ou s'estomperont. Les institutions financières internationales comme le Groupe de la Banque mondiale, quant à elles, doivent investir dans la lutte contre les VBG et, avec le FMI, promouvoir des politiques encourageant la mise en place de régimes de protection sociale universels et de services publics universels, gratuits et de qualité. Toutes les formes de travail effectuées par les femmes doivent être reconnues et rémunérées dignement, en particulier le travail de soin peu ou non rémunéré qui leur incombe de manière disproportionnée, dont la garde des enfants et l'aide aux personnes âgées et aux malades.

Les gouvernements et autres acteurs doivent :

- Veiller à ce que les coûts engendrés par les VBG n'incombent pas de manière disproportionnée aux personnes ayant été confrontées à des violences, en mobilisant des ressources, notamment par le biais d'une fiscalité juste, afin de réduire les inégalités et de fournir des services publics accessibles et abordables.
- Établir des systèmes de protection sociale afin de fournir un filet de sécurité aux personnes confrontées à des violences, les rendre disponibles aux travailleurs/euses informel·les et aux aidant·es peu ou non rémunéré·es, et garantir des revenus décents pour les filles et les femmes dont les femmes transgenres et les personnes LGBTQIA+ les plus pauvres.
- Adopter une budgétisation sensible au genre pour promouvoir la justice de genre, une distribution plus équilibrée des ressources et des mesures de redistribution visant à réduire les inégalités entre les genres et à contrer les effets économiques des discriminations.
- Agir contre les violences et l'exploitation auxquelles font face les femmes dans les formes d'activités les moins rémunérées et les plus précaires, notamment en les aidant à faire valoir leur droit à la syndicalisation.
- Œuvrer pour l'annulation de la dette afin d'encourager la généralisation de l'accès à la protection sociale et aux services publics.

4. COLLECTER PLUS DE DONNEES QUI COMPTENT VRAIMENT

Les gouvernements et les institutions tiennent compte de ce qu'ils jugent important, et la collecte de données sur le genre est fortement sous-financée⁸¹. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, le manque de données de qualité, ventilées par genre, race, âge et autres

caractéristiques pertinentes, a été un obstacle pour répondre aux besoins des personnes les plus durement touchées par des crises qui s'aggravent mutuellement.

Les gouvernements et autres acteurs doivent :

- Intégrer les questions de genre dans les stratégies statistiques nationales et en faire une priorité des processus de collecte de données.
- Investir davantage dans les capacités statistiques nationales pour collecter et analyser des données sur le genre.
- Veiller à ce que toutes les données soient ventilées par genre et toute autre caractéristique pertinente, dont la race, l'âge, l'orientation sexuelle et le handicap, afin de pouvoir réaliser une analyse intersectionnelle avant de prendre des mesures.
- Collaborer avec des organisations de défense des droits des femmes pour développer des outils de collecte de données et mettre au point une analyse reflétant les diverses réalités de genre.



Une jeune femme apprend à lire et à écrire dans un cours du Women's Home à Bria, au cœur de la République centrafricaine, qui offre des services éducatifs aux personnes ayant été confrontées à des violences. © Aurélie Godet/Oxfam

NOTES

¹ F.M. Knaul, F. Bustreo et R. Horton. (2020). Countering the pandemic of gender-based violence and maltreatment of young people: The Lancet Commission. The Lancet, Vol. 398, Numéro 10218.

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(19\)33136-8/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(19)33136-8/fulltext)

² Organisation mondiale de la Santé. (2021). Violence against women prevalence estimates, 2018: Executive summary.

<https://www.who.int/publications/i/item/9789240026681>

³ Lien vers la note méthodologique :

<https://oxfam.app.box.com/integrations/officeonline/openOfficeOnline?fileId=882455908920>

⁴ J. Usta, H. Murr et R. El-Jarrah. (2021). COVID-19 Lockdown and the Increased Violence Against Women: Understanding Domestic Violence During a Pandemic. Violence and Gender, Vol 8. n° 3.

<https://www.liebertpub.com/doi/10.1089/vio.2020.0069>

⁵ Lien vers la note méthodologique :

<https://oxfam.app.box.com/integrations/officeonline/openOfficeOnline?fileId=882455908920>

⁶ V. Sharma, E. Ausubel, C. Heckman et al. (2021). Mitigating gender-based violence risk in the context of COVID-19: lessons from humanitarian crises. BMJ Global Health.

<https://gh.bmj.com/content/bmjgh/6/3/e005448.full.pdf>

⁷ Lien vers la note méthodologique :

<https://oxfam.app.box.com/integrations/officeonline/openOfficeOnline?fileId=882455908920>

⁸ T. Hale, N. Angrist, R. Goldszmidt et al. (2021). A global panel database of pandemic policies (Oxford COVID-19 Government Response Tracker). Nat Hum Behav 5, 529–538.

<https://www.nature.com/articles/s41562-021-01079-8>

⁹ S. Javed et V.K. Chattu. (2020). Patriarchy at the helm of gender-based violence during COVID-19. AIMS public health, Vol. 8, numéro 1.

<http://www.aimspress.com/article/doi/10.3934/publichealth.2021003>

¹⁰ Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes. (2021). What is Gender Based Violence? Site consulté le 12/10/2021.

<https://eige.europa.eu/gender-based-violence/what-is-gender-based-violence>

¹¹ Gender and Development Network. (2020). Feminist Responses to Covid-19. Site consulté le 23/10/2021.

<https://gadnetwork.org/gadn-resources/feminist-responses-to-covid-19>

¹² N. Kambouri. (2020). Towards a Gendered Recovery in the EU: Women and Equality in the aftermath of the COVID-19 pandemic. Gender 5+.

https://f3a391c2-4245-4e49-aa95-5dc4452adce4.filesusr.com/ugd/530efa_ba5024aa406c4c309ca74f22177098c5.pdf

¹³ E.K. Senkyire, F. Shroff et I. Luzuriaga. (2020). Eradicating the Pandemic of Violence against Women (VaW) during COVID-19: the critical imperative for health. Social Innovations Journal, 4.

<https://socialinnovationsjournal.com/index.php/sij/article/view/485>

¹⁴ Lien vers la note méthodologique :

<https://oxfam.app.box.com/integrations/officeonline/openOfficeOnline?fileId=882455908920>

¹⁵ A. Devenish et C. Afshar. (2020). Measures to tackle gender-based violence amid the global pandemic. WIEGO. <https://www.wiego.org/resources/measures-tackle-gender-based-violence-amid-global-pandemic>

¹⁶ S. Mittal et T. Singh. (2020). Gender-Based Violence During COVID-19 Pandemic: A Mini-Review. Front. Glob. Women's Health. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fgwh.2020.00004/full>

¹⁷ Commission nationale des droits humains. (2020). Human Rights Advisory on the Rights of Women in the Context of Covid-19. https://nhrc.nic.in/sites/default/files/Advisory%20on%20Rights%20of%20Women_0.pdf

¹⁸ Oxfam. (2020). Le travail de soin aux temps du coronavirus : Pourquoi le travail de soin est-il un enjeu essentiel pour la construction d'un futur féministe après le COVID-19 ? <https://policy-practice.oxfam.org/resources/care-in-the-time-of-coronavirus-why-care-work-needs-to-be-at-the-centre-of-a-po-621009/>

¹⁹ OIT et WEIGO. (2019). Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Brief. <https://www.oecd.org/gender/data/womenandinformality.htm>

²⁰ L. Vahedi, J. Anania et J. Kelly. (2021). Gender-Based Violence and COVID-19 in Fragile Settings: A Syndemic Model. Rapport spécial de l'United States Institute of Peace. <https://www.genderandcovid-19.org/wp-content/uploads/2021/08/Gender-Based-Violence-and-COVID-19-in-Fragile-Settings-A-Syndemic-Model.pdf>

²¹ Human Rights Watch. (2020). Submission to the UN special rapporteur on violence against women, its causes and consequences regarding COVID-19 and the increase of domestic violence against women. <https://www.hrw.org/news/2020/07/03/submission-un-special-rapporteur-violence-against-women-its-causes-and-consequences>

²² OIT et ONU Femmes. (2020). COVID-19 and Women Migrant Workers in ASEAN. https://www.spotlightinitiative.org/sites/default/files/publication/COVID-19_and_Women_in_ASEAN.pdf

²³ T. Pires. (2021). Brazilian Black women: powerful resilience amid the Covid-19 pandemic. [Billet de blog]. Oxfam International. <https://oxfam.medium.com/brazilian-black-women-powerful-resilience-amid-the-covid-19-pandemic-4380ef13711b>

²⁴ T. Pires. (2021). Brazilian Black women: powerful resilience amid the Covid-19 pandemic. [Billet de blog]. Oxfam International. <https://oxfam.medium.com/brazilian-black-women-powerful-resilience-amid-the-covid-19-pandemic-4380ef13711b>

²⁵ Oliveira, A.L.M. et Alloatti, M.N. (2021). [Gendering the crisis: austerity and the Covid-19 pandemic in Brazil](#). Economia Política

²⁶ ONU Femmes. (2020). COVID-19 and Ensuring Safe Transport with and for Women and Girls. <https://www.unwomen.org/en/digital->

[library/publications/2020/12/brief-covid-19-and-ensuring-safe-transport-with-and-for-women-and-girls](https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/12/brief-covid-19-and-ensuring-safe-transport-with-and-for-women-and-girls)

²⁷ ONU Femmes. (2020). COVID-19 and Ending Violence Against Women and Girls. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/issue-brief-covid-19-and-ending-violence-against-women-and-girls>

²⁸ Australian Institute of Criminology (2020). [Statistical Bulletin 28: The prevalence of domestic violence among women during the COVID-19 pandemic](https://www.aic.gov.au/publications/statistical-bulletin-28-the-prevalence-of-domestic-violence-among-women-during-the-covid-19-pandemic)

²⁹ Oxfam Inde. (2021). Oxfam India Submission to the United Nations Special Rapporteur on Violence Against Women. <https://www.oxfamindia.org/sites/default/files/2020-07/Oxfam%20India%20Submission%20to%20the%20UNSR-VAWG.pdf>

³⁰ E. Lakam. (2020). At the Intersection of Vulnerabilities: The Plight of Women and Girls Experiencing Homelessness During the Global Coronavirus Pandemic. GIWPS. <https://giwps.georgetown.edu/at-the-intersection-of-vulnerabilities-women-and-girls-experiencing-homelessness-during-the-global-coronavirus-pandemic/>

³¹ Comité international de secours. (2020). What happened? How the humanitarian response to COVID-19 failed to protect women and girls. <https://www.rescue.org/report/what-happened-how-humanitarian-response-covid-19-failed-protect-women-and-girls>

³² Oxfam au Liban (2021). Queer community in crisis: trauma, inequality and vulnerability. <https://www.oxfam.org/en/research/queer-community-crisis-trauma-inequality-and-vulnerability>

³³ OIT. (2021). Observatoire de l'OIT : le COVID- 19 et le monde du travail. Septième édition. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_767223.pdf

³⁴ S. Mittal et T. Singh. (2020). Gender-Based Violence During COVID-19 Pandemic. Op. cit.

³⁵ ONU Femmes. (2020). COVID-19 and Ending Violence Against Women and Girls. Op. cit.

³⁶ Conseil de l'Europe. (2012). Overview of studies on the costs of violence against women and domestic violence. <https://rm.coe.int/168059aa22>

³⁷ C. Kwauk, D. Schmidt et E. Ganju. (2021). What do we know about the effects of COVID-19 on girls' return to school? Brookings. <https://www.brookings.edu/blog/education-plus-development/2021/09/22/what-do-we-know-about-the-effects-of-covid-19-on-girls-return-to-school/>

³⁸ Agence suédoise de développement et de coopération internationale. (2015). Gender-Based Violence and Education. <https://cdn.sida.se/publications/files/-gender-based-violence-and-education.pdf>

³⁹ ONU Femmes et DAES de l'ONU. (2021). Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2021. <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/publications/2021/09/progress-on-the-sustainable-development-goals-the-gender-snapshot-2021>

⁴⁰ Oxfam. (2021). COVID-19 and Female Learners in South Sudan: The impact of

school closures in Juba, Rumbek, Kapoeta, Torit and Pibor. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/covid-19-and-female-learners-in-south-sudan-the-impact-of-school-closures-in-ju-621230/>

⁴¹ ONU Femmes. (2020). Le COVID-19 et les organisations de défense des droits des femmes : Comblent les lacunes dans la réponse et exiger un futur plus juste. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2021/Policy-brief-COVID-19-and-womens-rights-organizations-fr.pdf>

⁴² UNICEF. (2020). Protecting Children from Violence in the Time of COVID-19: Disruptions in prevention and response services. <https://www.unicef.org/reports/protecting-children-from-violence-covid-19-disruptions-in-prevention-and-response-services-2020>

⁴³ ActionAid. (2020). Surviving Covid-19: A Women-Led Response. <http://actionaid.org.au/wp-content/uploads/2020/06/GBV-during-COVID-19-Pandemic-Report.pdf>

⁴⁴ N. Kambouri. (2020). Towards a Gendered Recovery in the EU: Women and equality in the aftermath of the COVID-19 pandemic. Op. cit.

⁴⁵ F. Samuels et M. Daiglel. (2021). Sexual and reproductive health and rights after Covid-19: A forward-looking agenda. ODI. <https://cdn.odi.org/media/documents/ODI-PB-SRHR.pdf>

⁴⁶ Université de Birmingham. (2021). Unpacking Intersecting Forms of Violence in a time of Covid. Rapport en cours de préparation.

⁴⁷ Organisation mondiale de la santé ; 2021. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240026681>

WHO Covid-19 Dashboard <https://covid19.who.int/> (dernière consultation le 5 novembre 2021)

⁴⁸ A. Devenish et C. Afshar. (2020). Measures to tackle gender-based violence amid the global pandemic. Op. cit.

⁴⁹ V. Sharma, E. Ausubel, C. Heckman et al. (2021). Mitigating gender-based violence risk in the context of COVID-19: lessons from humanitarian crises. BMJ Global Health. <https://gh.bmj.com/content/bmjgh/6/3/e005448.full.pdf>

⁵⁰ Columbia University Mailman School of Public Health. (2020). Missing in Action: COVID-19 Response Funding for Gender-Based Violence (GBV) and Sexual and Reproductive Health (SRHR) in Five Countries. https://www.publichealth.columbia.edu/sites/default/files/multi-country_funding_2-pager_9_april_2021.pdf

⁵¹ Ibid.

⁵² ONU Femmes. (2020). Le COVID-19 et les organisations de défense des droits des femmes : Comblent les lacunes dans la réponse et exiger un futur plus juste. Op. cit.

⁵³ Oxfam International. (2021). Impact of Covid-19 on Women's Rights Organizations: A Call for a Global Alliance to Support Women's Rights Organizations. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/women-rights-organisations-hit-harder-funding-cuts-and-left-out-covid-19-response>

⁵⁴ FNUAP, ONU Femmes et Quilt.AI. (2021). COVID-19 and Violence against Women:

The evidence behind the talk.

<https://asiapacific.unfpa.org/en/publications/covid-19-and-violence-against-women-evidence-behind-talk>

⁵⁵ Legal Empowerment Network, THEMIS – Gender, Justice and Human Rights, Association for the Emancipation, Solidarity and Equality of Women (ESE), Bangladesh Legal Aid and Services Trust (BLAST) et FIDA Uganda. (2021). Gender Justice During and Beyond the COVID-19 Crisis: Institutional Responses to Gender-based Violence and the Role of Legal Empowerment Groups. <https://namati.org/resources/gender-justice-during-and-beyond-covid19-crisis-en/>

⁵⁶ ONU Femmes et Women Enabled International. (2021). COVID-19, gender, and disability checklist: Preventing and addressing gender-based violence against women, girls, and gender non-conforming persons with disabilities during the COVID-19 pandemic. <https://reliefweb.int/report/world/covid-19-gender-and-disability-checklist-preventing-and-addressing-gender-based>

⁵⁷ Tamale, N. (2021). Adding Fuel to Fire: How IMF demands for austerity will drive up inequality worldwide. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/adding-fuel-to-fire-how-imf-demands-for-austerity-will-drive-up-inequality-worl-621210/>

⁵⁸ I. Ortiz et M. Cummins. (2021). Global Austerity Alert: Looming Budget Cuts in 2021-25 and Alternative Pathways. <https://policydialogue.org/files/publications/papers/Global-Austerity-Alert-Ortiz-Cummins-2021-final.pdf>

⁵⁹ Centre for Women's Global Leadership. (2019). Les effets des réformes économiques et des mesures d'austérité sur les droits fondamentaux des femmes. https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Development/IEDebt/WomenAusterity/UserFriendlyVersionReport_FR.pdf

⁶⁰ Rose, K. Communications personnelles. 12 octobre 2012.

⁶¹ ONU Femmes. (2020). Le COVID-19 et les organisations de défense des droits des femmes : Comblent les lacunes dans la réponse et exiger un futur plus juste. Op. cit.

⁶² ONU Femmes (2020). [Gendered Dimensions Of Covid-19 In The Philippines](#)

⁶³ HCDH de l'ONU. (2020). On The Frontlines: Defending Rights in the Time of COVID-19. <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Women/WRGS/DefendingRightsinthetimeofCovid-19.pdf>

⁶⁴ ONU Femmes. (2020). Women Human Rights Defenders: Women, Peace & Security and Covid-19 in Asia and the Pacific. https://asiapacific.unwomen.org/-/media/field%20office%20eseasia/docs/publications/2020/07/final-covid-19%20whrd_final.pdf?la=en&vs=3120

⁶⁵ Ibid.

⁶⁶ N. Kambouri. (2020). Towards a Gendered Recovery in the EU: Women and equality in the aftermath of the COVID-19 pandemic. Op. cit.

⁶⁷ ONU Femmes. (2020). Le COVID-19 et les organisations de défense des droits des femmes : Comblent les lacunes dans la réponse et exiger un futur plus juste. Op. cit.

⁶⁸ International IDEA. (2020). Taking Stock of Global Democratic Trends Before and

During the COVID-19 Pandemic.

<https://www.idea.int/sites/default/files/publications/global-democratic-trends-before-and-during-covid-19-pandemic.pdf>

⁶⁹ ONU Femmes. (2021). Beyond Covid-19: A Feminist Plan for Sustainability and Social Justice. <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2021/feminist-plan-for-sustainability-and-social-justice-en.pdf?la=en&vs=3235>

⁷⁰ Alliance for Gender Inclusion in the Peace Process (AGIPP) et Oxfam au Myanmar. (2021). Covid-19 and Women's Leadership in Conflict-Affected Areas in Myanmar. Date de publication à confirmer.

⁷¹ R. Morgan et S.E. Davies. (2020). How gender norms play out in the Covid-19 response. <https://www.alignplatform.org/resources/how-gender-norms-play-out-covid-19-response>

⁷² M. Alexander-Scott, E. Bell et J. Holden. (2016). DFID Guidance Note: Shifting Social Norms to Tackle Violence Against Women and Girls. https://www.oecd.org/dac/gender-development/VAWG%20HELPDESK_DFID%20GUIDANCE%20NOTE_SOCIAL%20NORMS_JAN%202016.pdf

⁷³ R. Morgan et S.E. Davies. (2020). How gender norms play out in the Covid-19 response. Op. cit.

⁷⁴ C. Hayes. (2021). Power Grabs, Pussy Grabs, or Both? What gender analysis can teach us about state war rhetoric during COVID-19 Gender Policy Journal. Dernière consultation le 11 novembre 2021. <https://gpi.hkspublications.org/2021/03/19/power-grabs-pussy-grabs-or-both-what-gender-analysis-can-teach-us-about-state-war-rhetoric-during-covid-19/>

⁷⁵ M. Htun et S.L. Weldon. (2013). Feminist mobilisation and progressive policy change: why governments take action to combat violence against women. Gender and Development, 21:2, 231–247. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/feminist-mobilisation-and-progressive-policy-change-why-governments-take-action-295457/>

⁷⁶ C. Roggeband et A. Krizsán. (2020). Democratic backsliding and the backlash against women's rights: Understanding the current challenges for feminist politics. ONU Femmes. Document de discussion n° 35. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/06/discussion-paper-democratic-backsliding-and-the-backlash-against-womens-rights>

⁷⁷ A. DiBranco. (2020). Male Supremacist Terrorism as a Rising Threat. International Centre for Counter-Terrorism. <https://icct.nl/publication/male-supremacist-terrorism-as-a-rising-threat/>

⁷⁸ Ö. Altan-Olcay et B.E. Oder. (2021). Why Turkey's withdrawal from the Istanbul Convention is a global problem. <https://www.opendemocracy.net/en/can-europe-make-it/why-turkeys-withdrawal-from-the-istanbul-convention-is-a-global-problem/>

⁷⁹ C. Roggeband et A. Krizsán. (2020). Democratic Backsliding and the Backlash against Women's Rights. Op. cit.

⁸⁰ ONU Femmes. (2021). Beyond Covid-19: A Feminist Plan for Sustainability and

Social Justice. Op. cit.

⁸¹ FP Analytics. (2021). Elevating Gender Equality in COVID-19 Economic Recovery: An evidence synthesis and call for policy action.

<https://genderequalitycovid19recovery.com/>



OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui travaillent avec leurs partenaires et alliés pour aider des millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité. Pour de plus amples informations veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

KEDV (www.kedv.org.tr)